

Appel du Comité Exécutif de la IV^e Internationale

Aux communistes et aux révolutionnaires d'Amérique latine

La leçon du coup d'Etat du Brésil :

LA II^e DECLARATION DE LA HAVANE INDIQUE LA SEULE VOIE A SUIVRE

La classe ouvrière du Brésil vient de subir une grave défaite. Certes, cette défaite ne peut être très durable. La réaction n'a aucune chance de stabiliser la situation au Brésil. Aucun des facteurs explosifs de cette situation ne peut être éliminé par les « gorilles » au pouvoir. Des millions de paysans sans terres restent affamés dans le Nord-Est du pays ; des masses de travailleurs agricoles restent transformés en serfs sur les grandes haciendas ; les chômeurs qui affluent vers les grandes villes y vivent dans de misérables favelas ;

la fuite des capitaux des classes dominantes se poursuit ; l'inflation galopante s'affirme plus que jamais ; la mainmise impérialiste sur les principales richesses du pays reste aussi forte qu'avant. Tous les facteurs objectifs sont donc présents pour stimuler une nouvelle vague de luttes des masses à une prochaine étape.

Mais ces considérations ne doivent pas servir à minimiser la défaite subie, qui est réelle et grave. Quinze mille militants ouvriers et anti-impérialistes sont jetés en prison. Les syndicats ouvriers et les Ligues Paysannes sont décapités. La terreur déclenchée par les « gorilles », mais plus encore la stupeur et la désorientation provoquées par la défaite imprévue pour les masses, ont, pour le moment, refoulé et désarmé celles-ci, laissant l'initiative à l'ennemi.

Les effets internationaux de la défaite brésilienne ne sont pas moins graves. Le régime usurpateur a rompu les relations diplomatiques avec Cuba. Il exerce une forte pression sur tous les gouvernements d'Amérique latine pour être suivi sur cette voie. Il appuie les efforts des gouvernements vénézuéliens, laquais de l'impérialisme yankee, pour déclencher une agression contre Cuba sous la forme de « sanctions » contre les « menées subversives » de Cuba en Amérique latine. Il envisage de prendre la tête d'une « sainte croisade » de l'oligarchie latino-américaine contre la « menace communiste » venant de Cuba.

Ainsi, les événements du Brésil, après ceux de Guatemala, de Saint-Domingue, d'Argentine, d'Equateur, confirment que l'impérialisme yankee cherche à renverser tout régime, quel qu'il soit, en Amérique latine, qui maintient des relations normales avec Cuba révolutionnaire, et qu'il est prêt non seulement à déclencher la terreur mais même à conduire le monde au bord de l'holocauste nucléaire dans sa rage furieuse d'abattre Fidel Castro, qui a osé le défier sur un continent considéré comme son propre empire par l'impérialisme américain.

Ces événements sont un avertissement pour tous les peuples. Mais les peuples d'Amérique latine, les masses de travailleurs et de paysans pauvres de ce vaste continent, qui regardaient hier encore pleines d'espoir la montée des forces anti-impérialistes et anti-capitalistes au Brésil, doivent se demander comment ces forces se sont laissées refouler et battre si facilement par une poignée de généraux réactionnaires. La réponse à cette question touche aux questions fondamentales de la stratégie et de la tactique révolutionnaire en Amérique, et constitue la leçon principale qui se dégage de la dé-

faite brésilienne pour les communistes et les révolutionnaires de tous ces pays.

Le régime des « gorilles » a pu s'installer si facilement parce que les masses brésiliennes avaient été désorientées par les partis dits « progressistes », y compris par le P.C. brésilien, concernant les possibilités d'une « voie pacifique » et « parlementaire » menant à la destruction du pouvoir pro-impérialiste et oligarchique. Elles avaient été désorientées concernant la « résolution » de Goulart d'entreprendre une lutte décidée pour des « réformes de structure ». Elles avaient été désorientées concernant la volonté et la capacité de Goulart de « résister » à l'assaut de la réaction.

Les événements du Brésil confirment, une fois de plus, que si la bourgeoisie nationale est capable d'effectuer des mobilisations limitées des masses pour arracher des concessions à l'oligarchie et à l'impérialisme, elle est incapable de mobiliser ces masses en vue d'amener celles-ci à briser les structures fondamentales de l'Etat, de l'armée réactionnaire et de la propriété privée. Prise entre le choix d'une telle mobilisation ou la capitulation devant l'oligarchie, la « bourgeoisie nationale » préfère capituler. L'expérience de Goulart, après celle de Quadros, et celle de Vargas, est extrêmement instructive à ce propos. Elle confirme que les masses ne doivent avoir confiance qu'en elles-mêmes, qu'elles ne doivent compter que sur leurs propres forces, pour abattre l'oligarchie, l'impérialisme et le capitalisme. Seule leur propre lutte, dirigée par un parti révolutionnaire prolétarien, est capable de mener à bien le combat contre la réaction.

Les événements du Brésil confirment, une fois de plus, que toutes les armées officielles d'Amérique latine sont réactionnaires jusqu'à la moëlle. Lorsque les premiers signes de décomposition de cette armée sont apparus, lorsque les sergents d'abord, les fusiliers marins ensuite sont entrés en insubordination, la réaction a immédiatement préparé son coup d'Etat. Le devoir des partis ouvriers aurait été de préparer au même moment l'armement du prolétariat, pour rencontrer la réaction autrement que les mains vides. Les grandes batailles d'Amérique latine seront tranchées par les armes ; cette conclusion, qui ne laisse rien subsister des élucubrations khrouchtchéviennes sur la « voie pacifique », doit maintenant être dégagée par tous les communistes d'Amérique latine.

D'aucuns n'ont rien appris des événements en cours. Aux dernières élections présidentielles, le P.C. brésilien a flirté avec des généraux et des politiciens bourgeois tel Adhemar de Barros qui se trou-

vaient cette fois à l'avant-plan de la conspiration réactionnaire. Pour les prochaines élections, il prépare déjà une nouvelle mascarade électoraliste. Les communistes, les révolutionnaires d'Amérique latine doivent, au contraire, conclure des événements du Brésil que la « lutte constitutionnelle » ne peut pas aboutir à elle seule, et que, dans la plupart des pays, s'impose la voie de Fidel Castro, la « voie insurrectionnelle », la « voie des guérillas ».

Rejetant la subordination du mouvement des masses à la direction de la bourgeoisie nationale ; rejetant la « voie pacifique » et « constitutionnelle » : comprenant l'importance de la lutte armée, les révolutionnaires et communistes d'Amérique latine doivent comprendre en même temps que la révolution anti-impérialiste sera, comme la révolution cubaine, une révolution permanente, une révolution ininterrompue, qu'elle ne pourra donner la terre aux paysans et libérer le pays de l'emprise impérialiste qu'à condition d'amener le prolétariat et les paysans pauvres au pouvoir, d'établir la dictature du prolétariat, de créer un Etat ouvrier, et d'assurer ainsi la transgression de la révolution anti-impérialiste en révolution socialiste, ainsi que le proclame la II^e Déclaration de La Havane.

Il y a un an, Prestes, dirigeant du P.C. brésilien, proclama que la « voie de Fidel Castro n'a pas d'application au Brésil ». La défaite subie par les masses est le triste commentaire de cette ligne fautive. Elle apprend au contraire aux révolutionnaires latino-américains que la voie de Fidel Castro est la voie de la victoire en Amérique latine.

La IV^e Internationale appelle tous les révolutionnaires, tous les communistes, tous les socialistes, tous les militants anti-impérialistes résolus à constituer un puissant front unique anti-impérialiste et anti-capitaliste, à se laisser inspirer par un puissant souffle unitaire, à se rassembler dans un vaste front de combat qui s'engage résolument sur la voie révolutionnaire en s'appuyant notamment sur l'implantation de guérillas partout où c'est géographiquement et matériellement nécessaire.

C'est de cette manière, et de cette manière seulement, que d'autres défaites similaires à celle du Brésil seront évitées, que la défaite brésilienne sera vengée, que la révolution cubaine sera soulagée par un vaste deuxième front sur le continent latino-américain lui-même, que de nouvelles et importantes défaites seront infligées à l'impérialisme yankee, que de nouvelles victoires pour le socialisme seront remportées dans l'hémisphère occidental.

Au delà de 1936 et de 1945...

(Suite de la page 1.)

tour du P.C.F. Cette manœuvre n'est préméditée par de Gaulle que comme un prélude à l'élection présidentielle, celle-ci devant forcer les électeurs à choisir entre de Gaulle ou son poulain, et un candidat soutenu par les communistes.

De la grande défaite ouvrière que fut l'accession de de Gaulle au pou-

voir, il pourrait sortir des conditions presque exceptionnelles pour une remontée ouvrière puissante. Le pouvoir gaulliste a, à sa façon, contribué à préparer le front unique ouvrier. Il a ébranlé toutes les institutions de l'ordre bourgeois, il a affaibli, désagrégé les formations politiques de la bourgeoisie, il a montré l'exemple du mépris le plus complet des institutions et des lois, il a vidé le parlementarisme de toute substance.

Malheureusement, une fois encore, quand les deux grands partis s'apprennent à suivre la même route, ce n'est pas celle de la lutte de classe, du combat extraparlémentaire, de l'affrontement décisif contre le régime social dominant, contre l'exploitation capitaliste.

Une fois encore, les deux partis se placent dans le jeu des institutions, des règles que le gaullisme ne respecte pas, et bercent les masses travailleuses de l'illusion qu'avec le bulletin de vote, on reviendra à une démocratie meilleure, plus solide, que celle qui était sortie de la Libération... Une fois encore, ce parti sont à la recherche d'alliés bourgeois, radicaux et autres, qui disposent encore de moins d'influence et de prestige qu'en 1936 et en 1945 et qui ne peuvent que projeter leur faiblesse, leur lâcheté, leur impuissance dans les rangs ouvriers.

La substitution au front unique ouvrier d'une combinaison avec des partis bourgeois, quelle que soit son nom de baptême, n'engendre pas un renforcement mais un affaiblissement de la classe ouvrière. Le front unique ouvrier comporte en soi une force d'attraction qui s'exerce sur de larges couches petites bourgeoises. La présence de partis bourgeois n'apporte rien d'autre qu'une émasculature du programme, des revendications et, par suite, de la combativité des travailleurs.

Les directions des grands partis ouvriers recherchent la collaboration de partis bourgeois précisément parce qu'elles ne veulent pas mettre en cause l'ordre capitaliste. Les années de bonne conjoncture économique ont, sans doute, favorisé une telle orientation. Mais les signes annonciateurs de l'épuisement de cette conjoncture s'accroissent et les jeunes générations occupent une place de plus en plus importante.

Ces jeunes générations, sur lesquelles ne pèsent pas les malheurs de jadis, les hantises du chômage, du fascisme, les années de défaite, l'atmosphère suffoquante du stalinisme, ne trouvent pas tant d'attraction à la politique réformatrice, à la routine des vieilles organisations. La jeunesse estudiantine se montre la plus sensible,

c'est-à-dire la plus rétive au réformisme des directions social-démocrate et communiste. Elle est à l'avant-garde des masses de jeunes travailleurs et travailleuses qui ne jugent pas par rapport aux années passées, mais aux possibilités du présent et de l'avenir offertes par les gigantesques progrès de la science et de la technique.

Après tant d'années où notre propagande pour un front unique des deux partis ouvriers, P.C.F. et P.S., semblait à la fois le souvenir d'une période révolue et une utopie, le rapprochement de ces deux partis pose les problèmes sur un niveau plus élevé, celui du programme et des moyens d'action qui doivent présider à un front unique qui ne doit pas conduire aux déceptions et aux défaites consécutives au Front populaire et à la « Libération ».

La perspective d'une « démocratie véritable » est la plus dangereuse des illusions pour le mouvement ouvrier. La seule issue réaliste, c'est la constitution d'un front unique ouvrier fondé sur un programme de revendications transitoires visant à la constitution d'un gouvernement des partis ouvriers et des syndicats qui, seul, pourra arracher la société au déclin capitaliste et l'engager sur la voie du socialisme.

Pierre FRANK.